

La Presse

I . La Presse. 1844-07-08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

FRANCE.	ÉTRANGER.
Un mois... 5 fr.	Un mois... 7 fr.
Trois mois... 12	Trois mois... 18
Six mois... 24	Six mois... 36
Un an... 48	Un an... 72



PRESSE

1 fr. 50 c. la prime ligne; 3 fr. la ligne de réclame. Toute insertion est expressément subordonnée à l'approbation préalable du gérant.
Les lettres et paquets non affranchis sont rigoureusement refusés.

Toutes les communications et réclamations relatives à la rédaction politique doivent être adressées au SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION.

Bureaux : rue Saint-Georges, 16, à Paris.
Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

Toutes les communications relatives à l'administration du journal et à la rédaction du feuilleton doivent être adressées à M. DUJARIER.

Paris, 7 juillet.

Les écrivains légitimistes ne veulent pas comprendre pourquoi nous leur reprochons de s'être placés au premier rang de ceux qui saisissent toutes les occasions de déverser l'injure et la calomnie sur la couronne. Nous n'avons pas accepté la monarchie actuelle, nous dit l'un. Il n'y a rien de commun, nous crie l'autre, entre la royauté que vous défendez et le vieux droit monarchique. Soit; mais n'y a-t-il rien de commun entre tous les intérêts qui ont à craindre les révolutions? Vieux ou nouveau, le droit monarchique n'est-il pas, aujourd'hui comme il y a vingt ans, la garantie la plus sûre de ces intérêts? Aura-t-on restauré le vieux droit monarchique quand on aura bien aidé les meneurs révolutionnaires à renverser la monarchie nouvelle? Bagdad, nous crie-t-on, a été construit des débris de Babylone, et Bagdad n'est pas Babylone! Sans doute; mais en concluez-vous qu'il faille renverser les murs de Bagdad et s'exposer sans abri et sans défense à toutes les rigueurs, à tous les périls du désert?

D'ailleurs, il y avait pour les écrivains légitimistes une raison de plus de ne pas prendre part à ces attaques contre la couronne, c'est qu'il ne peut être fait un argument à ce sujet contre le régime actuel qui ne retombe d'un poids deux fois plus lourd au moins sur le régime qu'ils regrettent. Est-ce que le chiffre de la liste civile des princes de la branche aînée n'était pas deux fois plus élevé que celui de la branche cadette? Est-ce que les contribuables qui avaient payé les milliards de la rançon militaire de 1815 et de l'indemnité de 1825, ne mériteraient pas autant de pitié que ceux d'aujourd'hui? Est-ce que les millions ne sont pas toujours des millions quel que soit le principe du pouvoir qui les consomme? On nous dit que nous attaquons le passé pour défendre le présent! Cela est faux; nous n'attaquons rien ni personne; nous nous bornons à repousser les plus injustes attaques. Ce n'est pas nous qui mettons en cause la liste civile des princes de la restauration, ce n'est pas nous qui provoquons de redoutables comparaisons entre les charges que l'une ou l'autre dynastie ont fait peser sur le pays, ce sont les maladroits qui parlent de Bagdad et de Babylone, comme s'ils voulaient rappeler en punition de quelles faiblesses et de quels vices, la main de Dieu s'appesantit sur Babylone!

Pour nous, nous voulons être impartiaux et justes en toute occasion, et c'est pour cela que, tout en regrettant la publication d'un article au moins intempestif, nous avons cru devoir intervenir dans ce débat, pour y maintenir du moins un peu de vérité et empêcher le pays d'être trompé par toutes les fausses allégations qu'on lui jette. Nous avons dit tout d'abord quels nous semblaient être les embarras de la question; et si nous avions été trompés sur un fait ou sur un chiffre, nous ne ferions nulle difficulté de le reconnaître; mais, nous l'avouerons, plus nous observons de près la tactique, les procédés et la pensée secrète des partis dans cette discussion, plus nous sommes convaincus qu'ils trompent la France. Nous avons dit qu'il est un art du mensonge qu'ils ne possèdent qu'à demi, et, chaque jour, ils nous en donnent des preuves nouvelles. Lisez, par exemple, la comparaison que fait aujourd'hui le journal légitimiste la France des deux budgets de Charles X et de Louis-Philippe, pour montrer, comme il le dit lui-même, que la liste civile du second est plus riche que ne l'était celle du premier; et vous verrez à quels résultats l'on peut parvenir en exagérant les recettes et en dissimulant les dépenses; et vous verrez aussi sur

quelles bases fragiles on peut établir les assertions les plus tranchantes! Pour ne parler d'abord que du budget de la liste civile actuelle, la feuille légitimiste en porte les revenus à vingt-sept millions cinq cent quatre-vingt-huit mille six cent vingt-cinq francs. Ces revenus sont portés, dit-elle... Sont-ils portés? Et par qui et en vertu de quel titre? Comment treize millions en deviennent-ils vingt-sept? Est-ce à l'aide de la dotation de la couronne? Mais comment la dotation de la couronne, qui ne produisait que des charges, selon vous, sous la restauration, quand elle possédait le domaine productif de Rambouillet, produit-elle aujourd'hui tant de fruits? Est-ce à cause du domaine privé et de l'apanage? Mais les revenus du domaine privé, de l'apanage et de la dotation de la couronne réunis n'ont été estimés qu'à moins de huit millions par le plus inexorable ennemi de la liste civile? Comment donc avec treize millions et huit millions parvient-on à en faire vingt-sept? Comment! Nous le savons bien: c'est à l'aide de procédés semblables à celui dont on a usé pour les biens du duc d'Aumale, dont, malgré le fait et le droit, on persiste à attribuer la jouissance à la liste civile; c'est, d'un autre côté, en se réservant, quand on reçoit un démenti formel, de s'excuser, comme on le fait ce matin, sur l'absence de documents.

Voilà pour les recettes. Pour les dépenses, le procédé est plus simple encore. Après avoir enfilé les recettes, il s'agit de diminuer les dépenses, et c'est facile quand on y regarde peu. Il y a un écrivain radical, on suppose tel, qui a dressé, d'après des documents particuliers, le budget de la liste civile. On prend ses suppositions pour des faits, et, fort de cette autorité sans appel, on évalue à moins de douze millions les dépenses de la liste civile actuelle, en regard des dépenses de l'ancienne, sans prendre garde qu'on pose ainsi, pour les mêmes services, des dépenses moindres ou plus fortes du double ou du triple qui, par la nature des choses, n'ont pu changer. Voilà comment l'on arrive à établir qu'avec trente-six à quarante millions Charles X était pauvre, et que Louis-Philippe est riche avec dix-huit à vingt millions; qu'avec trente-six à quarante millions Charles X avait le droit de faire des dettes, et qu'avec dix-huit à vingt millions, Louis-Philippe doit mettre treize ou quatorze millions chaque année de côté, et il ne faut que cette belle logique et ces merveilleux calculs pour soulever l'opinion contre la couronne!

Charles X dépensait tout, nous dit-on. Nous n'en doutons pas, nous; mais si nous accordons sans discussion que Charles X dépensait ses quarante millions, sans même examiner comment il les dépensait, qu'on nous permette de croire que Louis-Philippe pourrait bien également dépenser tout, et ne pas se trouver trop riche avec moins de la moitié de la somme qui constituait la pauvreté de ses prédécesseurs. En tout temps et en tout pays, dix-huit ou même vingt millions seront moins que quarante millions. Mais les charges! Les charges sont ce qu'on les fait. L'ancienne liste civile s'en faisait beaucoup; nous n'y trouvons rien à redire. La liste civile actuelle, réduite à la moitié de l'ancienne, en supporte beaucoup moins; elle s'en fait surtout de moins impopulaires; et qui oserait l'en blâmer? Chose étrange! il semble que les dépenses de la royauté soient plus louables en proportion de ce qu'elles sont moins utiles et moins profitables à l'état! On nous demande avec orgueil où sont aujourd'hui les grands chambellans, les gentilshommes de la chambre et les écuyers cavalcadours qui brillaient jadis par la munificence de nos rois. Où ils sont? Ils sont dans les décombres de l'ancien

régime, d'où la restauration voulut un moment les exhumer pour sa perte. Ils y sont avec lui, et, Dieu merci, ils y sont pour toujours. Mais veut-on connaître toute notre pensée? Nous sommes convaincus que tous ces titres pompeux, tout ce faste dont on nous fait un si prétentieux étalage, n'auraient pas survécu à la restauration, alors même que sa liste civile de quarante millions eût été continuée à la dynastie nouvelle. Elle est trop de son siècle, en effet, pour aller chercher la force et la splendeur de son trône dans les traditions du passé; et, nous l'avouerons, nous l'aimons encore mieux produisant les millions à restaurer Versailles et Fontainebleau, à ajouter aux richesses de nos musées de nouvelles richesses, qu'à pensionner l'oisiveté des courtisans.

Après cela, ce n'est pas la question; chacun comprend la royauté et son époque à sa manière. Nous ne faisons point le procès aux princes de la restauration. Ils recevaient quarante millions et ils les dépensaient loyalement, généreusement, sans s'inquiéter de l'avenir et de l'infertilité du sol où ils semaient les dons de la munificence nationale. A Dieu ne plaise que nous leur fassions un reproche de ce qu'ils ont dû si souvent se reprocher eux-mêmes dans les tristes enseignements de l'exil! Mais, en leur rendant justice, qu'il nous soit permis de demander justice aussi pour leur successeur, justice ou, du moins, vérité. Or, la vérité, c'est que si l'ancienne liste civile recevait 32 millions, plus la dotation de la couronne, la nouvelle liste civile réduite à 13 millions ne reçoit, avec la dotation de la couronne, que 48 à 20 millions; la vérité, c'est que si l'ancienne liste civile dépensait ses millions généreusement, la nouvelle liste civile dépense les siens utilement; la vérité, c'est que les partis trompent le pays quand ils disent que le roi s'enrichit aux dépens du pays, et ne demande de l'or que pour le garder; la vérité, c'est qu'il n'est pas digne d'écrivains qui devraient respecter leurs lecteurs, de dresser des comptes dans lesquels toutes les recettes sont fabuleusement exagérées, toutes les charges odieusement dissimulées, et les allégations les plus évidemment fausses données pour des faits irrécusables. Voilà la vérité, nous ne savons pas si les ministres qui ont soulevé le débat jugeront à propos de la justifier par des documents authentiques; mais, dès à présent, elle est acquise pour nous avec assez d'évidence pour que nous soyons certains de la faire comprendre tôt ou tard à nos lecteurs.

La *Quotidienne* conteste que la liste civile des princes de la restauration ait été de 36 millions, et repousse presque comme une injure le fait rappelé par nous que Charles X recevait 3 millions 132,000 fr. sur le budget de la guerre, et 390,000 fr. sur les jeux de Paris. Le fait n'en est pas moins vrai. Les 3 millions 132,000 fr. servaient à compléter le solde de la maison militaire, et l'usage que le roi faisait de la dime des jeux en purifiait sans doute l'origine; mais le fait est vrai, et si nous avions besoin de le prouver, il nous suffirait de renvoyer la *Quotidienne* à la France, qui avoue ce matin que le budget de Charles X, réglé par la cour des comptes pour 1829, s'élevait à 40 millions 871,280 fr. Tout ce qui résulte de l'observation qui nous est adressée à ce sujet par la *Quotidienne*, c'est que la maison militaire, qui causait tant d'inquiétude au pays, était payée en partie par le budget du département de la guerre, en partie par la liste civile. Nous n'avons rien dit qui fût contraire à ce fait.

Le *Commerce* trouve que la polémique est mal engagée dans le débat soulevé par le *Moniteur*. Il vaudrait mieux sans doute

FEUILLETON DE LA PRESSE. — 8 JUILLET.

Théâtre-Français. — Représentation au bénéfice des enfants Fétus.

Cette représentation, annoncée, attendue depuis longtemps, et qu'avait retardée des obstacles de plusieurs sortes, a enfin eu lieu! Le spectacle se composait de *Phédre*, du *Legs* et du *Dépôt amoureux*, réduit, on ne sait pourquoi, à trois actes.

Mlle Rachel a compris *Phédre* d'une manière particulière, et que nous croyons la bonne. Elle joue ce rôle non pas en femme passionnée, mais en victime. Son amour est comme une espèce de folie, de maladie vengeresse infligée par le courroux implacable de Vénus, qui n'hésite pas à perdre une innocente pour châtier un insensé qui dédaigne son culte; car, ainsi qu'elle le dit dans la première scène de l'*Hippolyte* *Stephanophore*: « Je sais que *Phédre* m'est fidèle; il n'importe, il faut qu'elle périsse; ses jours ne me sont pas assez chers pour les sauver au prix de ma vengeance! » — Sans doute c'est là un étrange raisonnement pour une divinité; mais les dieux du paganisme n'y regardaient pas de si près, et ceux qui voulaient vivre en repos devaient ne pas avoir de préférence dans leurs adorations. Diane ne suffisait pas à protéger contre le reste des Olympiens *Hippolyte*, dont la dévotion exclusive était en quelque sorte une hérésie au milieu du polythéisme général.

Mlle Rachel, avec ses bras morts au long de ses hanches, ses pieds traînants, sa démarche accablée, sa taille qui plie, sa tête tombant sur sa poitrine, ses draperies affaissées et perpendiculaires, ses yeux rougis dans son masque de marbre pâle, ses lèvres décolorées où les violettes de la mort semblent avoir remplacé les roses de la vie, à l'air fatal et sinistre d'une victime dévouée à quelque horrible expiation. Le feu qui court dans ses veines et dans sa moelle n'est pas le feu de l'amour, c'est une ardeur souterraine et dévorante pareille à celle que produisent les flûtes de Thessalie; c'est de la torche des Furies et non du flambeau de Prométhée qu'est tombée l'étincelle qui l'a allumée. Elle est malade, hystérique, si nous osons nous exprimer ainsi, — car les dieux peuvent tout, excepté forcer le libre arbitre, — mais non réellement amoureuse; elle est sous l'influence d'un délire provoqué par une puissance supérieure. — Racine a traité cet amour d'une façon plus humaine et plus française. Ce sont surtout les charmes du jeune prince qui ont séduit *Phédre*; elle résiste à cette passion et soutient des combats qui font honneur à sa vertu, mais dont le principe est plus moderne qu'antique et plus chrétien que païen. — La *Phédre* d'Euripide sent tout de suite qu'elle est le jouet de quelque pouvoir invisible qui la fait servir à des desseins formidables; dès les premières atteintes du mal, elle se couche, elle se voile la tête, reste trois jours sans prendre de nourriture, et semble n'avoir d'espérance que dans le suicide; aussi le cœur, qui se demande ce que *Phédre* peut avoir, s'écrite-t-il: « Quoi donc! malheureuse reine! êtes-vous agitée par les fureurs de Pan ou d'Hécate, des Corymbantes ou de Cybèle? » L'idée d'amour ne se présente à l'idée de

personne. La jeune tragédienne, dans son admirable instinct, a merveilleusement compris cette différence et traduit, sans le savoir sans doute, Euripide beaucoup plus littéralement que ne l'a fait Racine.

A la dernière représentation, la position incestueuse des personnages était beaucoup plus compliquée sur le théâtre que dans la pièce. Les deux sœurs se disputaient leur frère. Cela produisait un effet assez bizarre. *Rafael*, qui jouait *Hippolyte*, ne montre pas jusqu'à présent de merveilleuses dispositions. Il dit bien, sagement, avec assez d'intelligence, mais sans rien de spécial. La petite *Rebecca*, bien qu'il semble quelquefois entendre parler sa grande sœur à travers sa bouche, nous paraît beaucoup mieux douée; elle est à bonne école, et si elle pouvait l'oublier plus tard, nul doute qu'elle ne parvint à se faire une place honorable au théâtre.

La représentation du *Legs* n'a rien eu de particulier. Dire que Mlle Plessis est charmante n'a rien de bien urgent: tout le monde le sait et elle aussi. Quelque chose de plus curieux, c'était de voir Mlle Rachel dans le rôle de *Marinette*, du *Dépôt amoureux*. Melpomène changeant son masque livide pour le masque fardé de *Thalie*; le pied accoutumé au coturne chaussant pour une fois le brodequin! Cela avait de quoi réveiller les indifférences les plus engourdies; toutes les lognettes étaient braquées et pointées sur le théâtre, longtemps avant que la tragédienne métamorphosée en soubrette fit son entrée. Mlle Rachel s'était arrangée avec beaucoup de simplicité, et son bon goût naturel lui avait fait tout d'abord rejeter ces mignardises d'ajustemens qui sentent leur opéra-comique de plusieurs kilomètres à la ronde. Elle a mis dans ce petit bout de rôle une sorte de brutalité rustique plus près des vraies intentions de Molière assurément que le débit précieux, maniéré, pointillé et détaillé des soubrettes ordinaires. Certes, sa voix, habituée aux chœurs tragiques, au débit solennel de l'hexamètre à longues périodes, n'a pas toujours la volubilité qu'exige la comédie. Sa franchise dégénère quelquefois en apreté, mais nous croyons qu'avec un peu d'exercice, Mlle Rachel ne jouerait pas moins bien *Marinette* que *Phédre*, Molière que Racine. — Nous autres Français, nous sommes travaillés d'une maladie: la spécialité; dès qu'un homme fait bien une chose, on le croit tout de suite incapable d'en faire une autre. Singulier raisonnement! Cependant, l'intelligence qui a servi pour acquérir un talent doit pouvoir servir pour en acquérir un second; on est capable ou non. Mais parquer le génie dans des compartiments est une invention bizarre. Tous les grands hommes de la renaissance étaient multiples: Léonard de Vinci, Michel-Ange, Raphaël, Dante, etc., étaient indifféremment architectes, peintres, sculpteurs, ingénieurs, poètes, musiciens, théologiens et bien d'autres choses. — Un grand acteur doit savoir pleurer et rire, rendre toutes les faces de l'âme humaine, toutes les émotions de la vie: c'est là ce qui faisait la supériorité de Garrick; c'est là ce qui fait celle de Frédéric Lemaître; — il est terrible et bouffon, il vous effraie et vous amuse; il ne redoute rien, pas même la trivialité, car il sait que tout à l'heure il sera sublime, s'il le veut. C'est en jouant les rôles les plus opposés, depuis Robert-Macaire jusqu'à Ruy-Blas, en parcourant du haut en bas l'échelle dramatique, qu'il est parvenu à cet admirable talent qu'on lui sait.

Donc nous attachons à la tentative de Mlle Rachel une portée bien plus grande qu'elle ne le suppose; bien loin de la regarder comme un caprice sans but, nous y voyons un sujet d'étude, un essai fort intéressant, et qu'elle devrait renouveler, elle et d'autres. — Il serait à souhaiter que désormais les genres fissent des excursions chez leurs voisins, que les comédiens jouassent la tragédie et les tragiques la comédie, tout le monde y gagnerait. Mlle Rachel, tôt ou tard, doit aboutir au drame, c'est à dire à des compositions où se trouvent mêlées les situations terribles et les situations burlesques ou tout au moins familières. Les chefs-d'œuvre classiques, à qui, par la manière dont elle les a interprétés, elle a donné dans les derniers temps une espèce de vie galvanique, ne peuvent suffire à défrayer sa carrière. Leur moindre inconvénient est qu'on les sait par cœur, et cet inconvénient s'accroît d'année en année. En jouant la comédie, elle assouplirait ce que sa manière peut avoir de trop rude et de trop farouche, et gagnerait une variété d'intonations qui lui serait d'un grand secours, même pour la tragédie.

En maintenant un acteur dans une classe de rôles exactement adaptés à sa taille, on en vient à lui faire substituer sa propre individualité à celle des personnages qu'il représente: Molière, dans son impromptu de Versailles, fait à une actrice qui lui reproche de lui avoir donné un rôle de coquette, tandis qu'elle est la personne la moins façonnée du monde, cette réponse pleine de finesse et de bon sens: — Eh! tant mieux, vous n'aurez que plus de mérite à rendre un caractère aussi opposé au vôtre, et vous montrerez par là que vous êtes une excellente comédienne. De ce que Mlle Rachel a le regard sombre et la bouche sévère, s'ensuit-il qu'elle ne peut ni lancer une œillade amoureuse, ni pousser un éclat de rire? Nullement. Laissez-la se chercher, s'essayer; nul ne connaît sa limite et ne sait jusqu'où vont ses facultés. Vous avez peut-être une voix admirable, mais vous n'avez jamais chanté. Tout le monde meurt inconnu et incompris, non seulement des autres, mais de soi-même. La manie de la spécialité en est cause.

Vaudeville. — *Un Mystère*, brouillamini en deux actes, de M. Alexis de Comberousse.

Voilà une pièce qui nous paraît fort bien nommée, car nous n'y avons pas compris grand-chose. Le fait autour duquel gravite l'intrigue est d'une nature si mystérieuse que l'auteur n'a pu l'expliquer très clairement au public. — Du reste, ce n'est point un mystère de Paris, attendu que cela se passe à Meudon; — tout au plus, serait-ce un mystère de province.

Nous sommes en 1814, au moment de la première invasion. L'empereur vient d'abdiquer, mais on se bat encore dans les environs de Paris. Un détachement de chasseurs de la garde occupe les hauteurs de Meudon, d'où les Prussiens tentent vainement depuis deux jours de le déloger. La duchesse de Melcy, qui habite, avec son père, un château situé près de celui qu'illustra le séjour du premier consul, ne voit pas arriver sans effroi l'instant où les troupes étrangères se rendront maîtresses du village. La présence d'un jeune vicomte, son cousin et son fiancé, — car elle est veuve, — ne rassure que médiocrement la duchesse. Un

que ce débat n'eût pas été soulevé inopportunistement ; mais l'opposition s'y sent évidemment mal à l'aise. Les feuilles dynastiques auraient-elles compris combien il leur convient peu de se mettre à la suite des écrivains légitimistes et des radicaux ? Toutes se taisent, moins le *Commerce*, qui trouve le débat mal engagé. Mais ce n'est pas assez de se taire. Si la discussion se prolonge, il faudra bien que les feuilles de la gauche se joignent à nous pour reconnaître la vérité et l'opposer au torrent d'injures et de calomnies que les partis extrêmes répandent à ce sujet contre la couronne.

Le *Commerce* se plaint que l'opposition manque de renseignements, et il somme le ministère de produire les pièces du débat. Comment ! c'est sans renseignements, sans pièces, sans moyens de reconnaître la vérité, que l'opposition déclame depuis tant d'années sur cette question ! C'est sur la parole des ennemis de la monarchie, ou, comme le dit naïvement la *France* ce matin, « sur les documents particuliers de M. de Cormenin », que l'opposition dynastique s'attaque depuis dix ans à dépopulariser la dynastie ! Quel étrange aveu ! quelle lumière !

Il y a des assertions, dit le *Commerce*, qui ont été lues d'un bout de la France à l'autre, pourquoi n'en rien dire ? Oni, en effet, pourquoi n'en rien dire ? Parlez-en donc ! Les feuilles légitimistes propagent en ce moment les faussetés les plus dangereuses ; les acceptez-vous comme vérités, ou votre indifférence pour la royauté est-elle si grande que vous ne trouvez pas un mot pour la défendre de ces imputations qui la déconsidèrent dans l'esprit du peuple ? On dit devant vous que Charles X était pauvre avec 36 à 40 millions, et que Louis-Philippe thésaurisait avec 18 à 20 millions ; on dit que ce qui produisait peu il y a vingt ans produit immensément aujourd'hui, que ce qui alors coûtait beaucoup ne coûte plus rien ; on dit que vous étiez trop heureux alors de donner 32 millions aux grands chambellans et aux écuyers cavalcadours, et que vous êtes tous aujourd'hui de donner 13 millions à un prince qui restaure tous les châteaux de la couronne, et vous ne trouvez à cela rien à dire !

Il ne s'agit cependant à cette heure ni de dotation, ni d'apanages, ni même de portefeuilles à conserver ou à conquérir. C'est l'impartialité et la loyauté de l'opposition constitutionnelle que l'on invoque. Comment donc n'a-t-elle pas un mot de réponse pour toutes les calomnies dont l'opposition inconstitutionnelle inonde le pays ?

Le *Moniteur* vient de publier le tableau du mouvement commercial de 1843 comparé à celui des années 1842 et 1841. Voici les faits qui résultent de l'étude de ces trois tableaux.

Importations. — Les importations ont suivi une marche constamment ascendante. Elles ont été :

En 1841,	de 1,121 millions.
En 1842,	de 1,142 id.
En 1843,	de 1,187 id.

Ces chiffres embrassent les importations par terre et par mer. On sera sans doute bien aise de connaître la part qu'ont prise les navires français dans le transport des matières ou marchandises qui sont entrées dans nos ports. Sur un mouvement de 16,411 navires, les nôtres figurent au nombre de 6,106 ; les navires étrangers y entrent pour 10,305, c'est à dire pour près du double. On voit que la condition faite à notre marine par de déplorablement traités de commerce ne s'améliore que bien difficilement. Sous le rapport du tonnage, les étrangers ont sur nous un avantage plus marqué encore. Ainsi, les 6,106 navires français n'ont transporté que 639,637 tonnes, soit un peu plus de 104 tonnes par navire, tandis que chacun des 10,305 navires étrangers qui sont venus dans nos ports portait en moyenne plus de 133 tonnes.

Exportations. — Les exportations se sont un peu relevées en 1843, sans pourtant atteindre encore le niveau de 1841. Voici les chiffres :

1841,	1 milliard 65 millions.
1842,	940 id.
1843,	992 id.

Ici, la proportion est meilleure pour le pavillon national. Sur 11,585 navires qui se sont partagé les transports par mer, l'é-

tranger ne compte que pour 6,260. Mais il n'en demeure pas moins vrai que, sur 4,230,736 tonnes de produits exportés en 1843, nous n'en transportons pas même la moitié (565,282).

Quand on regarde à la nature des produits importés et exportés, voici ce qu'on remarque :

L'importation des houilles est restée stationnaire en 1843 ; celle des fils et tissus de lin a diminué, moins cependant qu'on n'aurait dû l'attendre de l'ordonnance du 16 juin 1842 ; celle des fontes va toujours croissant : du chiffre de 269 quintaux métriques qu'elle avait atteint en 1841, elle s'est élevée en 1843 à 422,069 quintaux. L'exportation a surtout profité à l'industrie des soies, qui a placé à l'étranger pour 129 millions de ses produits, au lieu de 111 millions, chiffre de 1842. Mais il est juste d'ajouter qu'en 1844, cette industrie avait vendu, au dehors, pour 161 millions. Elle est encore loin, comme on voit, d'avoir repris son niveau. L'exportation des vins est tombée de 48 millions à 47 ; celle des eaux-de-vie s'est élevée d'environ 700,000 francs. Nos tissus de coton se sont un peu relevés : de 74 millions à 82 ; mais en 1841, l'exportation de ces tissus avait atteint 104 millions.

En résumé, les tableaux publiés par le *Moniteur* attestent qu'il y a amélioration dans l'état industriel et commercial du pays. Toutefois, nous sommes encore dans une condition de notable infériorité par rapport à 1841.

L'année 1844 paraît devoir être pour les Etats-Unis une année de grande prospérité. Les quatre premiers mois de cet exercice ont produit, pour le seul port de New-York, un revenu de 9 millions 500,000 dollars (près de 48 millions de francs). Durant les deux années précédentes, la recette des douanes à New-York n'avait pas dépassé 20 millions de francs. L'accroissement est donc de près de 150 0/0.

On calcule que l'année entière produira, pour New-York, un revenu de 100 millions, c'est à dire supérieur au chiffre des recettes du trésor fédéral pendant les quatre années précédentes. D'après ces données, il n'y a aucune exagération à porter à 200 millions le revenu de la république pour cette année. S'il en est ainsi, on assure que le gouvernement américain affectera environ 75 millions de francs à la réduction de sa dette, qui s'élevait à 125 millions au 1^{er} janvier dernier. Et, pour peu que la paix se maintienne, avant le 1^{er} janvier 1846, la totalité de cette dette pourra encore une fois être éteinte.

Ce sera sans doute un beau résultat. Mais ce sera aussi un argument de plus pour que les états particuliers qui ont cessé de remplir, vis-à-vis de leurs créanciers, les obligations qu'ils avaient contractées, reviennent à des sentiments plus dignes d'un peuple honnête et civilisé. La banqueroute, quand elle n'a pour cause qu'une longue détresse, peut, sinon s'excuser, du moins s'expliquer ; mais la banqueroute en pleine prospérité est une de ces infamies desquelles on ne se relève plus quand une fois on y a succombé.

Le brick-golette la *Tactique*, commandé par M. le comte Poujet, lieutenant de vaisseau, est arrivé à Brest, venant de Montevideo et de Fernambouc : il a à son bord M. le comte de Lurde, ex-ministre de France près la république Argentine.

Les nouvelles de Grèce que nous ont mandées nos correspondants sont toutes confirmées. Une lettre d'Athènes, du 22 juin, porte que, jusqu'au dernier moment, M. Piscatory et le capitaine français du *Papin* ont refusé de livrer aux ministres grecs le général Grivas, qui s'était confié à la parole donnée en leur nom par son ami le général Tzavellas. Enfin, le général Grivas a reçu asile sur le vaisseau français la *Diligence*, qui doit le déposer en lieu sûr.

Les lettres d'Athènes reflètent toujours la vive agitation et l'anxiété qui règnent dans la capitale et dans les provinces de la Grèce.

Le gouvernement anglais semble très satisfait de la ligne suivie en Grèce par son plénipotentiaire, sir Edmond Lyons, auquel la reine Victoria vient de conférer la grand-croix de l'ordre du Bain.

donnée par un gentilhomme de la cour de Louis XVI. Maugis, élevé dans la haine de la noblesse, a fait le serment de venger sa mère en déshonorant une grande dame, — tel est du moins ce que nous avons cru comprendre. Mme de Melcy, sauvée, comme vous l'avez vu, par ce trop excellent fils, a eu l'imprudence de se livrer un jour envers lui à des excès de reconnaissance, et dès le lendemain elle recevait le châtiment de sa faute dans un billet ainsi conçu : « Madame, je ne vous aime pas, je ne vous ai jamais aimée ! J'ai voulu tout simplement vous perdre aux yeux du monde. Mon but est rempli. Adieu. » Mais, en écrivant cette lettre infâme, Maugis se mentait à lui-même : il aimait la duchesse d'un amour qui s'est accru soudain de toute la grandeur de l'obstacle où il croyait le voir se briser. — Si nous ajoutons que Mme de Melcy, malgré les torts du colonel, lui a toujours gardé une place dans un des recoins de son cœur, vous aurez la clé du grand mystère, et ne vous étonnerez pas de lui voir refuser la main de son cousin le vicomte pour disposer de la sienne en faveur de l'heureux Maugis.

Heureux, disons-nous ? deux fois, trois fois heureux ! car tous les bonheurs viennent à la file, et du même coup, le colonel se voit possesseur, non seulement d'une jolie femme, mais encore d'un beau nom et d'une belle fortune. — Vous vous rappelez que maître Tulin de la Tulinière, en se cachant dans le placard, nous a vaguement parlé d'un portefeuille. Ce précieux objet, reçu par lui sur le champ de bataille, des mains d'un officier blessé à mort, renfermait deux cent mille francs en billets de banque, plus la reconnaissance authentique d'un enfant naturel à qui cette somme était léguée, lequel enfant se trouve être Maugis en personne. — O mystérieux décrets de la Providence !

Il n'est pas besoin de vous expliquer pourquoi ce tour d'imbricature a été sifflé d'importance, mais nous croyons nécessaire de vous dire pourquoi il ne l'a pas été. — C'est, d'abord, parce que Mme de Melcy a joué Mme de Melcy avec une grâce extrême et une remarquable intelligence ; elle a dissimulé le caractère ingrat du rôle en lui prêtant sa jolie voix et ses beaux yeux. Le public lui en a tenu compte en bravos. — Il y avait, en outre, pour conjurer la chute de ce pauvre mystère, Bardou et Mme Théard, — dont le talent n'est un mystère pour personne.

Variétés. — *Les Anglais en voyage*, vaudeville en un acte, de MM. Arvers et Davrecourt.

Pendant la représentation de cette pièce, poursuivi par un quatrain que nous avions commencé en passant près d'un cimetière, nous n'avons pu porter qu'une attention fort succincte aux travestissements d'André Hoffmann, que nous supposons avoir été fort drôle, d'après les rires que nous entendions vaguement éclater autour de nous.

Voici le quatrain qui nous a empêché de faire notre devoir :

Qu'est-ce que le tombeau ? — Le vestiaire où l'âme,
Au sortir du théâtre et son rôle joué,
Dépose ses habits d'enfant, d'homme ou de femme,
Comme un masque qui rend un costume loué.

Si quelqu'un cependant désirait l'analyse des *Anglais en voyage*, nous ferions droit à sa requête dans notre prochain feuilleton.

La *Gazette d'Augsbourg*, d'après une correspondance relative à l'échauffourée des réfugiés de Corfou, fait observer que, jusqu'au dernier moment, le gouverneur anglais de cette île s'est refusé à croire leur projet sérieux et à prendre des mesures pour le faire échouer immédiatement, quoique rien ne fût plus facile.

En présence de la crédulité ou de la mauvaise volonté du gouverneur britannique, les consuls d'Autriche, de Naples et de Rome ont été réduits à user personnellement de la plus grande diligence pour qu'on fût averti à temps du débarquement des réfugiés de Corfou.

La chambre des lords vient de s'occuper de deux questions qui ne sont plus neuves, mais qui ont une importance réelle. C'est, d'abord, la question du secret des lettres. Lord Radnor, qui a pris, au sein de la chambre haute, le rôle que remplit avec courage M. Duncombe dans les communes, a proposé, comme on l'avait fait déjà dans cette dernière assemblée, de nommer une commission d'enquête à l'effet de rechercher les abus commis dans le Post-Office. A l'exemple de sir James Graham, le duc de Wellington a accédé à cette proposition, mais il s'est rendu en homme contraint et forcé. Le duc de fer (*iron duke*), comme on l'appelle en Angleterre, n'a pas cette souplesse qu'exigent souvent les complications parlementaires. Il n'a pas voulu manquer à la consigne du cabinet, qui, par mesure de précaution, avait jugé nécessaire de capituler sur cette question d'enquête. Toutefois, en capitulant, le duc de Wellington a tenu à défendre son drapeau, c'est à dire le principe de l'espionnage épistolaire :

« Le ministre de l'intérieur, s'est-il écrié, a le droit d'intimer aux agents de l'administration des postes l'ordre d'ouvrir les lettres de certaines personnes, et les agents sont tenus d'obéir. La loi va plus loin : elle enjoint au directeur de la poste d'annoncer publiquement que les lettres remises à la poste seront délivrées, excepté celles à l'égard desquelles un ordre a été donné par le ministre de l'intérieur. — La question sera toujours de savoir si la mesure était commandée par l'intérêt général, et sous ce rapport, le gouvernement est responsable des actes du ministre qui a donné le warrant. »

Le marquis de Normanby a combattu les théories du noble duc sur le droit d'ouvrir les lettres. Finalement, une commission de neuf membres a été nommée pour procéder à l'enquête. Avant de terminer sur ce point, consignons ici une déclaration de lord Radnor, qui fait honneur à la libéralité comparative des lois françaises :

« M. Guizot, a-t-il dit, a été interpellé ces jours derniers à la chambre des députés sur la question du secret des lettres. La réponse qu'il a faite m'a causé le plus grand plaisir. Le ministre a déclaré que le secret des lettres était respecté en France, tant à l'égard des étrangers que des nationaux. Cette déclaration fait honneur à la France. Chez nous, au contraire, on viole le secret des lettres. N'est-ce pas une honte pour le pays, n'est-ce pas là une ignoble pratique ? »

La seconde question traitée dans la chambre des lords est celle du Maroc.

Lord Minto, suivant l'avis qu'il en avait donné la veille, a interpellé le cabinet pour savoir quelles mesures celui-ci a prises en présence de ce qui se passe sur la côte occidentale d'Afrique. Dès le début, il a constaté le refus qu'aurait éprouvé l'Angleterre lorsqu'elle a offert sa médiation, et recherchant la cause de ce refus, l'orateur a cru la trouver dans la situation peu imposante de la marine anglaise. Ses doléances à ce sujet sont curieuses à entendre :

« Il est sur la côte de l'empire du Maroc des positions qui seraient non seulement préjudiciables mais encore dangereuses pour les intérêts de l'Angleterre, si elles tombaient entre les mains d'un autre état. L'occupation d'une place importante sur la côte mettrait Maroc en danger. J'avoue que tout ceci m'inquiéterait moins si je pouvais trouver en Angleterre le moyen de faire une démonstration de forces sur cette côte. Mais la force navale de l'Angleterre est tellement réduite que je ne sais pas où mon noble ami pourrait aller chercher les moyens de faire impression. Les négociations sont bonnes sans doute, mais il faut qu'elles soient appuyées par une certaine force. »

Actuellement on ne compte en service actif que 9 vaisseaux de ligne ; 2 sont dans les Indes-Orientales, 1 dans les Indes-Occidentales. On compte 3 vaisseaux de garde. L'escadre de la Méditerranée ne possède qu'un seul vaisseau de ligne, c'est le vaisseau amiral *Atabon*, récemment employé comme vaisseau amiral à Cork. Ainsi la marine anglaise ne se compose que de 9 vaisseaux de ligne, à une époque où la situation

Palais-Royals. — Les Menestrels de Virginie.

Les *Menestrels de Virginie* n'appartiennent en aucune façon, comme on pourrait le croire, au genre troubadour et malekadel. Ils n'ont aucune redingote abricot bordée de velours noir ; ils ne portent pas la moindre botte en maroquin rouge, pas le moindre crevé à l'espagnole ; ce sont de simples nègres, ou du moins des anglais-américains, des yankees fort proprement cirés et vernis qui jouent des mélodies populaires en s'accompagnant d'instruments sauvages et bizarres, le tambour de basque, une mandoline, des castagnettes, et une espèce de rebec assez semblable à celui dont se servent les Arabes.

Ces chansons, comme toutes les chansons nationales, ont une franchise de rythme, une fraîcheur de mélodie extrêmes. La mélancolie joulive et le zéyement enfantin du nègre donnent à celles-ci un caractère d'originalité tout spécial. Il y a surtout une reprise en chœur où les musiciens ne chantent plus, mais sifflent en faisant des roulades perlées comme celles du rossignol, qui est d'un effet charmant ; on ne sait réellement si ce sont des flûtes, des oiseaux ou des voix humaines ! Les contorsions du nègre qui joue des castagnettes dérideraient le spleen en personne. Ces danses ont paru faire moins de plaisir que les chants. *Le vieux Tar Ridder*, *miss Lucy Long* et *les Bateliers de l'Ohio* ont été fort applaudis.

A propos de nègres, on parle de représentations de danses locales que doivent donner bientôt des signares de Gorée et des négresses du Cap. Ce sera un curieux spectacle auquel la vogue ne manquera pas plus qu'aux représentations des *Bayadères*.

Le tirage de la loterie au profit de l'œuvre du Mont-Carmel a eu lieu lundi dernier à l'Odéon, devant une assemblée des plus aristocratiques qu'avait attirée l'appât d'un concert, — car, nous l'avons dit, les concerts sont de toutes les saisons. Contre l'ordinaire des réunions de cette nature, on y a entendu d'excellente musique. Morelli, Nicoli, jeune ténor italien doué d'une voix d'or, les trois Espagnols Ojeda, Caceres et Mme Lozano, le pianiste Konski et Mlle Recio en ont fait les honneurs avec autant de grâce que de talent. Mlle Recio, surtout, dont on entend trop rarement la voix limpide et pure, a été immensément applaudie dans une fort jolie romance (*le Corsaire*), et dans les couplets d'Emile Deschamps sur le Mont-Carmel. Ce dernier morceau a été redemandé par toute la salle.

Nous aurions bien envie de dire quelques mots d'une charmante publication que fait paraître l'éditeur Giraldon, et qui s'intitule : *les Beautés de l'Opéra*. Si Jules Janin avait déjà tenu la promesse que se lit sur la couverture du recueil où rayonne son nom, nous ne serions pas embarrassés. Malheureusement, le texte des deux livraisons parues, *Giselle* et *le Barbier de Séville*, est écrit par nous. Cependant, ce n'est pas une raison pour ne pas vous recommander ces jolis portraits gravés sur acier, ces encadrements, ces vignettes sur bois, ces fleurons, ces arabesques, tout ce luxe de bon goût qui distingue cette publication artistique et théâtrale.

THÉOPHILE GAUTIER.

des affaires est de nature à exciter les plus vives inquiétudes. Je ne prétends pas dire que la guerre soit imminente, mais la solution que recevront les questions pendantes en ce moment dépendra beaucoup du respect que nous inspireront, et ce respect s'accroîtra lorsque nous entreprendrons sur pied une force navale respectable. L'espèce que mon noble ami nous signalera les ressources auxquelles il pourrait faire appel. Considérant l'état actuel de l'escadre française, nous devrions avoir une escadre renforcée dans la Méditerranée. Nous ne devrions pas abdiquer la domination de la Méditerranée, l'abandonner entièrement à la France. Notre devoir est de maintenir notre puissance dans cette mer. Je n'ai pas pu voir sans inquiétude le commandement des forces navales françaises contre Maroc, donné au prince de Joinville. Loin de moi la pensée de faire ici aucune réflexion qui s'attaque soit au caractère, soit à la conduite de S. A. R. ; mais vos seigneuries n'ont pas oublié ce qui est arrivé précédemment, et j'ai vu avec regret la nomination de S. A. R. après les opinions qu'il a récemment exprimées.

Décidément, M. le prince de Joinville n'est pas vu de bon œil en Angleterre. C'est un malheur dont il se consolera sans doute fort aisément, et qui ne l'empêchera pas d'accomplir loyalement son devoir. Quant à l'état de la marine anglaise, lord Minto en exagère évidemment la réduction. Il est possible que les armements effectifs paraissent quelquefois peu considérables ; mais la grande puissance de la marine anglaise est dans sa réserve, si facile à mobiliser. De même, peu importe qu'elle réduise le nombre de ses vaisseaux de ligne, si elle y supplée par l'accroissement de ses bateaux à vapeur, et, en fait, c'est ce qui arrive.

Le comte d'Haddington a répondu brièvement ; il n'avait pas beaucoup de peine à prendre pour démontrer que la marine anglaise était sur un pied respectable :

« Le noble comte se plaint de ce que le gouvernement n'a laissé qu'un seul vaisseau de ligne dans la Méditerranée. A l'époque où cette détermination fut prise, il n'était pas possible de prévoir les événements qui depuis sont devenus menaçants. Il n'y avait alors aucune chance de tels événements surgissant. Le gouvernement anglais n'a pas pensé que parce qu'il plaisait à la France d'avoir une escadre dans la Méditerranée, il fallait que l'Angleterre suivit son exemple.

« Le noble comte voudra bien faire attention d'ailleurs que la mer Méditerranée n'est pas à grande distance. En réponse à la question du noble comte, je déclarerai que le gouvernement de S. M. a envoyé à Maroc les forces qu'il a pensé être exigées par les circonstances, et s'il en est besoin, il pourra augmenter ces forces. Quant à tous les autres points, je puis dire que nous avons dans toutes les stations les forces que nous croyons nécessaires pour la conservation des intérêts anglais. Nous avons considérablement augmenté nos forces sur la côte d'Afrique ; des vaisseaux y ont été envoyés, d'autres ont reçu l'ordre de s'y rendre, et il nous a fallu, pour empêcher de les envoyer plus tôt, la nécessité d'avoir des forces en Irlande. »

« L'Irlande !... On voit que, de l'aveu même des ministres, elle peut jouer un grand rôle dans le mouvement des affaires en Europe.

La chambre des lords s'est réunie avant-hier en cour de justice pour la deuxième fois. Elle a entendu M. Peacock. L'appel suprême des repreneurs ne produit en ce moment à Londres qu'une très faible impression. L'attention du public et les préoccupations du journalisme anglais paraissent absorbées par nos affaires du Maroc.

C'est demain que le courrier anglais nous apportera le relevé officiel et annuel du revenu public en Angleterre. Déjà les journaux anglais établissent à cette occasion des statistiques que nous nous dispensons d'apprécier aujourd'hui.

PROJETS DE L'ANGLETERRE SUR LES ANTILLES.

Voici de curieuses citations, qui prouvent combien sont immuables les vues de la politique anglaise. Un journal spécial, la *Flotte*, a reçu communication d'un livre écrit il y a trente ans et devenu extrêmement rare aujourd'hui, le gouvernement anglais en ayant, dit-on, fait acheter l'édition tout entière. Ce livre a été écrit par le général Pillet, officier français prisonnier en Angleterre pendant les guerres de l'empire. De hautes relations qu'il contracta pendant un long séjour à Londres, avaient initié le général Pillet aux secrets de la politique britannique, et à son retour en France, en 1815, il prit la plume pour avertir sa patrie et l'Europe des dangers que l'avenir leur réservait. Il a traité successivement dans cet écrit des projets de l'Angleterre sur les Antilles ; des projets de la même puissance sur les villes maritimes de l'Europe, et enfin de la domination anglaise dans l'Inde. En relisant ce travail aujourd'hui, on est frappé de la sagacité avec laquelle l'auteur a su démêler le fond de cette politique, alors si peu connue en Europe. Ses jugements ressemblent à des prophéties. Au moment où la chambre des pairs va s'occuper d'un projet de loi qui intéresse au plus haut point nos Antilles, l'extrait suivant de ce livre imprimé il y a trente ans sera mis avec opportunité sous les yeux du lecteur :

« Les Antilles ne doivent jamais se relever ; elles doivent périr. L'Angleterre a prononcé anathème contre elles, et cette puissance est aujourd'hui assez forte pour qu'une telle volonté ait son exécution.

« C'est des riches et vastes contrées de l'Indostan, pays susceptible de produire, dans la plus extrême abondance, toutes les denrées de luxe dont les Européens avaient été chercher les plantes et les graines en Asie pour les porter dans les Antilles, que l'Europe tirera, dans peu d'années, les sucres et les cafés nécessaires à sa consommation, etc., à bien meilleur marché que ne peuvent les donner les Antilles. L'Inde peut les fournir à un prix presque aussi modique que les légumes les plus communs de nos jardins, parce que le prix de la main-d'œuvre n'est rien, absolument rien, comparé au prix d'Europe, à celui des Antilles surtout où le propriétaire d'habitation doit se couvrir de la valeur de sa terre, de celle des bâtiments d'exploitation, du prix de l'esclave qu'il a acheté, des chances de maladie et de mortalité sur lesquelles le cultivateur qui emploie les mains libres, dans un pays où la valeur première de la terre et des bâtiments est presque nulle, n'a point à calculer.

« Le temps n'est pas éloigné où ce nouvel ordre de choses doit s'établir. Nous sommes au moment de voir le commerce prendre une direction qui ne permettra à l'Europe de recevoir les produits de l'Inde que par les mains anglaises, que par la voie de l'Angleterre : c'est elle qui fixera leur valeur, le prix des transports et le monopole qui lui plaira. Il ne faut plus que le temps nécessaire pour que les cultures de l'Inde, telles que les Anglais les ont projetées, soient consolidées et en plein rapport. Alors les Antilles seront détruites.

« Déjà la population noire des Antilles a, dans les infernales conceptions de l'Angleterre, une destination à laquelle le monde n'échappera pas.

« Alliée de l'Angleterre, recevant d'elle des vivres, des vaisseaux, des munitions, cette population, qui ne manque pas de bravoure, qui est aujourd'hui dressée aux armes, qui hait le travail, qui ne s'y livre que lorsqu'on l'y contraint, cette population noire formera une chaîne de pirates qui infesteront toutes les mers de l'Amérique, et s'opposeront sans cesse, et de toutes parts, à la prospérité de ce continent. C'est ainsi que l'Angleterre médite et a résolu de se venger de l'Union américaine, de cette fille rebelle, à laquelle la Grande-Bretagne a voué une haine implacable. »

M. Denis, député du Var, nous prie d'insérer la lettre suivante de M. le contre-amiral Rigodit, qui rectifie ce qu'avaient d'erroné les lettres de M. le capitaine Langlois, accueillies par le *National* :

« Alger, 16 juin 1864.

« Monsieur et ami, Je n'ai point été étonné d'apprendre, par votre lettre du 4 juin, que le capitaine Langlois ait oublié les rapports qu'il avait été fort honoré d'avoir avec vous chez moi, sachant parfaitement, quoi qu'il en ait dit, qu'il avait affaire à M. Denis, député de Toulon : il a oublié, avec une bien grande facilité, ce qu'il me devait de gratitude pour avoir trouvé

un emploi utile à son acquisition de la presqu'île de Banks, faite par imitation des baleiniers des autres nations, mais sans aucun but de colonisation. Vous vous souviendrez aussi qu'il avait bien pu, sans compromettre sa fortune, faire acte de patriotisme et acheter ce territoire, au prix de 1,200 fr., dont 150 seulement payés en à compte, au moyen d'une paire de pistolets et de quelques hardes ; mais l'erreur dans laquelle vous êtes tombé, c'est d'avoir fixé à nos relations avec le capitaine Langlois l'époque de 1840, quand réellement c'était en 1839, et jusqu'au mois de septembre, où j'ai dû quitter Paris, pour aller à Toulon, prendre le commandement du vaisseau l'*Alger*.

« Cette erreur a été une bonne fortune pour vos adversaires. Aussi pensé-je que ce que vous avez de mieux à faire, c'est d'en finir avec une polémique où la bonne foi n'est pas égale des deux parts.

« Agréez, monsieur le député, etc.

« RIGODIT. »

Nouvelles et Faits divers.

M. Charles Lafitte a été élu député aujourd'hui à Louviers, à la majorité de 331 voix sur 341 votants.

— M. Mallié vient d'être nommé colonel au 1^{er} régiment d'infanterie de marine de la Gadeloupe, en remplacement de M. L'Élu de la Ville-aux-Bois, admis à la retraite. M. Brunot vient d'être nommé lieutenant-colonel au 2^e régiment de la même arme.

— M. Harmand d'Abancourt, aspirant près la cour des comptes, et chef du secrétariat du premier président, est nommé greffier en chef de ladite cour, en remplacement de M. de Lasalle, admis à la retraite, avec le titre de greffier en chef honoraire.

— M. le ministre des affaires étrangères, devant être retenu à la chambre des députés demain lundi par la discussion du budget de son département, les interpellations de M. le prince de la Moskova, annoncées pour demain, ne pourront avoir lieu que le mercredi suivant.

— La presse départementale n'a pas été oubliée dans les délibérations de la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Chapuy de Montlaville, ainsi que paraît le croire le *National*. Le rapport de M. Achille Fould, qui sera prochainement déposé, fera connaître la part qui lui a été faite.

— C'est par erreur que plusieurs journaux ont annoncé que M. Boursy, conseiller-d'état et directeur général des contributions indirectes, était l'un des candidats à la députation du Havre en remplacement de M. Mer-milliod. M. Boursy n'a jamais voulu accepter un mandat dont l'accomplissement lui enlèverait un temps qu'exige l'exercice de ses importantes fonctions. Ce scrupule, qui l'honore, est trop rare pour que nous ne le fassions pas connaître.

— Le produit du timbre sur les imprimés s'est élevé pour 1843 à 4,016,007 fr. 29 cent.

Savoir :	
Journaux politiques	3,231,357 fr. 55 c.
— non politiques	308,916 43
Avis, annonces et affiches	985,733 31

Somme égale 4,016,007 fr. 29 c.
Antérieurement à la fondation des journaux à 40 fr. le produit du timbre sur les journaux et écrits périodiques ne dépassait pas deux millions.

Le timbre sur les journaux anglais a été réduit à 1 penny (10 centimes) ; mais en réalité ce droit est moins élevé qu'en France, attendu qu'il dispense de payer aucun droit de poste.

En Angleterre, les journaux timbrés peuvent circuler en franchise pendant huit jours à compter de celui de leur publication. La recette totale du droit du timbre pour la Grande-Bretagne, l'Ecosse et l'Irlande a été en 1843 de 261,159 livres sterling, soit en fr. 6,528,975. Le droit sur les annonces est d'un schilling six pences par annonce (1 franc 85 centimes), quelle qu'en soit l'étendue. Ce droit pour les trois royaumes a produit en 1843, 126,377 livres sterling, soit en francs 3,159,415. Un droit sur les annonces des journaux avait été établi en Belgique par la loi du 31 mai 1824 ; il a été aboli par la loi de 1839.

— M. de Genoude nous écrit pour nous dire « qu'il lui importe beaucoup qu'on ne puisse pas croire que la France est indifférente aux grandes idées de droit commun, aux principes de justice, de nationalité et de conciliation pour le triomphe desquels le journal la Nation a été créé. » Que M. de Genoude veuille donc bien prendre la peine alors de nous expliquer ce qui a empêché la Nation, s'abritant sous les noms de MM. de Lamartine, de Châteaubriand, Lafitte et Arago, de s'élever au-dessus du chiffre de cinq cents abonnés dans les départements, et nous disons 500 pour être généreux ?

— Au mois d'avril dernier, le nombre des feuilles légitimistes expédiées par la poste n'atteignait pas dix mille :

Savoir :	
Echo français	2,230
France	1,110
Gazette de France	2,795
Nation	485
Quotidienne	2,705
Total	9,325

Ces chiffres portent avec eux-mêmes leur enseignement politique, et n'ont pas besoin de commentaire.

— La Société pour le patronage des jeunes libérés de la Seine, qui, depuis dix ans, n'a pas ralenti son zèle, tiendra sa séance annuelle dimanche prochain, 14 courant, à l'Hôtel-de-Ville, dans la salle du Trône, à une heure précise. La question pénitentiaire, dont le patronage des libérés ne peut être séparé, occupe aujourd'hui tous les esprits ; cette séance se trouve donc offrir un intérêt tout particulier. Le compte-rendu que l'honorable M. Bérenger (de la Drôme), président de l'œuvre, doit communiquer à l'assemblée embrassera les dix années qui se sont écoulées depuis l'établissement de la société et pourra faire apprécier l'importance de cette institution. — On peut se procurer des billets d'entrée au secrétariat général de la Société, rue Furstemberg, 3, faubourg St-Germain.

— A la date du 30 juin, le bâtiment à vapeur le *Castor*, sur rade de Toulon, a reçu l'ordre par le télégraphe de partir immédiatement pour Oran. Ce steamer est porteur de dépêches pressées pour M. le maréchal-gouverneur-général de l'Algérie et pour M. le prince de Joinville. On sait que S. A. R. est arrivée à Oran, le 28 juin, sur le *Suffren*. Il y avait dans ce port six bâtiments à vapeur.

— C'est M. le commandant d'état-major Gouyon qui a été chargé de l'occupation d'Ouedja.

— On assure que M. l'amiral Turpin, préfet maritime intérimaire à Toulon, est appelé à remplacer dans le commandement de la station navale du Levant, M. Leray, qu'une maladie empêche, dit-on, de se rendre à ce poste.

— La frégate la *Gloire*, commandée par M. Jourdan, capitaine de vaisseau, et sur laquelle flotte le pavillon de M. l'amiral Massien de Clerval, est arrivée à Brest, venant de Rio-Janeiro, qu'elle a quitté le 12 mai.

— M. Weisweiler est arrivé hier à Paris, avec des dépêches de notre ambassadeur à Madrid pour le gouvernement.

— Sur le rapport de M. le directeur des cartes et des plans, M. le ministre de la marine vient de décider qu'un exemplaire de la collection de toutes les cartes françaises serait envoyée à chacune des chambres de commerce de notre littoral et que ce dépôt serait tenu au courant par l'envoi de toutes les cartes qui paraîtront ultérieurement.

On approuvera beaucoup une mesure qui, en rendant service à la marine, ne sera pas infructueuse pour le trésor, car elle propagera, préférentiellement à l'usage des cartes anglaises, l'usage des cartes françaises auxquelles il ne manque que d'être mieux connues pour être appréciées.

— M. Mallac a pris possession de la préfecture de la Nièvre. M. Mallac est le dix-neuvième préfet proposé à la direction de ce département depuis le 19 ventose an VIII, époque de la création des préfectures. Dix-neuf préfets dans l'espace de 44 ans, donnent une moyenne de deux ans et quelques mois pour chacun de ces fonctionnaires. Un seul parmi eux, M. Badoux, le deuxième préfet nommé dans la Nièvre après la révolution de juillet, est resté dix ans à la tête de ce département. Sa nomination date du 22 janvier 1831. Après lui, dans l'espace de quatre ans, on a vu se succéder M. Rouleaux-Dagagé, M. Bège, M. Larrégué, M. Paulze d'Ivoy et enfin M. Mallac.

— Nous remarquons dans une correspondance de l'Inde des détails pleins d'intérêt sur une fête qui a été célébrée le 1^{er} mai en l'honneur du roi des Français, sur un des sommets de l'Himalaya, à l'extrémité septentrionale de l'Inde, à Simla. Grâce à sa position élevée, Simla, jouissant d'un climat tempéré, devient un lieu de refuge quand arrive l'époque des grandes chaleurs, et reçoit alors la visite d'un grand nombre d'Anglais, et parfois aussi de quelques autres Européens. Parmi ceux qui s'y sont rendus cet été, se trouve un Français dont le nom est depuis longtemps glorieusement connu dans l'Inde et dont on signalait récemment encore la conduite dans les événements qui ont ensanglanté

le royaume de Lahore. Ce Français est le général Ventura ; c'est lui qui a solennellement célébré à Simla la journée du 1^{er} mai. Il y a consacré une somme de cent mille francs.

— Plusieurs journaux ont déjà publié sur l'empereur du Maroc une sombre et lugubre notice. A ce portrait plus que défavorable pour le sultan, Abd-el-Rahman, une feuille du matin oppose le suivant, d'après un ouvrage dû à la plume de M. Graberg de Hems, ancien consul au Maroc :

« Le sultan régnant au Maroc est Muley-Abd-el-Rahman, fils de Muley-Hischiam. Celui-ci, qui ne régna que quelques mois, était frère aîné et fut le prédécesseur du dernier sultan, Muley-Suleiman, qui mourut le 28 novembre 1822.

« Muley Abd-el-Rahman, né vers 1778, était trop jeune quand il perdit son père Muley-Hischiam en 1794, pour faire valoir ses justes droits à lui succéder, et pour s'opposer à ce que son oncle usurpât le trône que celui-ci occupa jusqu'à sa mort. Mais, à ce moment suprême, Muley-Suleiman, touché par la crainte de Dieu, déclara, par son testament, rendre la couronne à son neveu, comme en étant le véritable et légitime héritier et le plus capable de bien gouverner le pays et d'y rétablir la paix et la tranquillité.

« Ce prince était alors basset ou gouverneur général de Suira, où il s'était généralement fait aimer par son caractère doux et affable et en même temps judicieux, ferme, soutenu par une droiture innée et par un amour inflexible pour la justice, tempéré toutefois par la clémence. Il réussit à mettre fin aux guerres civiles et aux insurrections des Schelouques, qui, depuis quatre années, désolaient l'empire.

« Paisible possesseur du trône de ses aïeux, il s'est constamment appliqué à se faire aimer qu'à se faire craindre. Musulman zélé, mais beaucoup moins fanatique que ne le sont ordinairement les schérifs, il ne hait point les chrétiens, il ne persécute ni n'opprime durement les juifs ; par une exception remarquable, il s'est montré jusqu'à présent prudent, humain dans son administration, incorruptible et éminent sur son tribunal, circonspect et modéré dans ses relations politiques, simple et inébranlable dans sa vie privée.

« C'est un fait que, depuis les temps du roi Saïd-Ouatas et du sultan Ahamed schérif, qu'on considère comme l'âge d'or de ces contrées, l'empire du Maroc n'a pas eu un souverain moins sanguinaire et plus pacifique qu'Abd-el-Rahman. Sa grande fermeté, l'énergie de son caractère et son amour bien connu pour tout ce qui est juste et raisonnable, ont seuls pu vaincre et soumettre une multitude aussi féroce et séditieuse que le sont les tribus amazirques (les barbares) et autres demi-sauvages habitant l'empire.

« Quant à sa personne, Abd-el-Rahman a l'extérieur plus gracieux et agréable qu'imposant et sévère ; il est d'une complexion robuste et d'une taille majestueuse. Vêtu ordinairement avec la plus grande simplicité, son costume ne le distingue point des officiers de sa cour. S'il n'est pas très adroit dans les exercices du corps, nous savons que son esprit n'est pas sans culture et que ses discours et sa conversation sont généralement nobles et intéressants. On dit qu'il traite les femmes avec beaucoup de douceur et d'affabilité, différant en cela de tous ses prédécesseurs et du commun des princes de ces régions barbares. Il a sept fils et plusieurs filles. Son fils aîné, Sidi-Mohammed, né vers l'an 1805, est basset ou gouverneur civil et militaire de la ville et province de Maroc. Nous ignorons les noms des autres fils et des filles. Nous savons que la première sultane ou *Lella Kebira*, actuellement la favorite, se nomme *Lella Fatma*.

« Son ministère est composé de personnages d'une capacité éprouvée. Celui qui exerceait les fonctions de chancelier, qui le mettaient en rapports habituels avec les envoyés extraordinaires et les consuls, en 1834, était un homme de beaucoup d'esprit et d'une intelligence peu commune.

— Il n'est pas de médisances que l'affaire du secret des lettres ne suggèrent aux journaux de Londres. Ils n'ont pas consenti d'aussi bon cœur que M. Duncombe à retirer l'allusion calomnieuse que ce dernier avait faite aux habitudes du gouvernement français ; le *Morning-Herald* publie aujourd'hui les lignes suivantes, qui sont encore un curieux échantillon de la polémique du journalisme anglais :

« M. Guizot a dit dernièrement que, par les lois françaises, le secret des lettres était inviolable et l'a toujours été. Il n'y a pas de doute que M. Guizot a dit la vérité ; il n'y a pas de doute que M. Guizot n'a jamais donné l'ordre d'ouvrir une seule lettre ; mais que d'autres ministres français aient été aussi scrupuleux, nous le nions. En effet, sous le cabinet Thiers, et dans le mois qui suivit la ratification du traité de juillet 1840, des lettres anglaises furent ouvertes à l'administration des postes, non par centaines, mais par milliers. Nous pourrions le prouver. Si le fait était contesté, nous en appellerions aux consuls anglais le long de la côte. Nous sommes presque certains que, dans le mois d'août 1840, aucune lettre anglaise n'a traversé le canal sans être lue. La chose était si notoire, qu'on donna pour excuse l'échafaudage du prince Louis ; mais il y avait longtemps qu'on décachetait les lettres, puisque le débarquement du prince n'eut lieu que le 6 août. Les Anglais raient de voir leurs lettres rescellées avec soin, et quelques jeunes gens d'Oxford s'amusaient à mystifier les employés de la poste en écrivant à leurs amis en grec, en latin, et même en hébreu. Les lettres en latin furent retenues un ou deux jours ; les lettres en grec six ou sept ; et celles en hébreu ne parvinrent jamais à leur destination. Si M. Duncombe désire autant l'inviolabilité des lettres en Angleterre qu'en France, il pourra se servir de ces faits devant le comité.

— A l'occasion de la mort de M. le duc d'Angoulême, la cour de Saxe a pris le deuil pour 15 jours.

— Une adresse de sympathie, pour O'Connell et pour ses compagnons de réclusion, vient d'être signée à Leicester par 2,579 personnes, parmi lesquelles se trouvent 22 membres du conseil municipal. Beaucoup de whigs ont refusé de signer.

— La duchesse de Cambridge est de retour en Angleterre. Le grand-duc et la grande-duchesse de Mecklembourg-Strelitz viennent de débarquer à Bouvres, par le bateau à vapeur *Alice*. Ils sont immédiatement partis pour Londres.

— Avant son départ pour Windsor-Castle, où elle s'établira très prochainement, la reine Victoria doit donner demain lundi, à Buckingham-Palace, son grand dîner de la saison.

— Un délai indéfini a été accordé au chimiste anglais Dalmas, condamné à mort. Cet ajournement équivaut à la grâce de la vie. Les médecins qui l'ont examiné, sans lui délivrer un brevet de folie, ont cependant déclaré qu'ils se livraient à de violents excès d'emportement quand il était provoqué.

— On vient de lancer, à Chatham, une nouvelle frégate à vapeur dont les machines ont une force de 800 chevaux ; elle est armée de dix canons ; elle a 220 pieds anglais de long, et jauge 1,041 tonneaux.

— Covent-Garden et les autres marchés anglais sont excessivement abondants cette année en cerises et en groseilles de France et de Belgique. La plupart de ces fruits arrivent à Folkston, et de là, sont transportés à Londres par le chemin de fer.

— La cour de l'échiquier voyait, ces jours derniers, se presser dans son enceinte tout ce que le monde élégant renferme de *sportmen* et de *gentlemen riders* de distinction, c'est qu'il s'agissait de savoir si le cheval vainqueur aux courses d'Epsom n'avait pas, sous un nom supposé, usurpé la victoire.

Des paris énormes avaient été engagés aux courses d'Epsom à l'occasion du prix Daby. Le vainqueur avait été *Ranning-Rein*, appartenant à M. Wood ; après lui était venu Orlando, appartenant au colonel Pul. Le colonel avait prétendu que *Ranning-Rein* cachait sous un faux nom Macabens, cheval en dehors, par son âge, des conditions de l'hippodrome. La question, soulevée devant le jockey-club, n'avait pas été suffisamment éclaircie, et le colonel Pul avait persisté à prétendre au gain des paris. La question a été portée devant la cour de l'échiquier par M. Wood, qui a réclamé du colonel le prix des paris.

« Dans des débats qui n'ont pas duré moins de quatre audiences, tous les jockeys et les entraîneurs renommés sont venus déposer au milieu d'une foule attentive. Le résultat du procès a été le renvoi du colonel Pul des fins de la demande.

— Nous avons déjà parlé d'un violent incendie qui a détruit une fabrique considérable de Barcelone. Depuis cette époque, deux autres incendies ont éclaté, mais ils ont été visiblement dirigés par la malveillance contre deux manufactures puissantes. C'est là une fâcheuse coïncidence, et l'on a cru voir dans ces faits un plan concerté pour ruiner l'existence des ouvriers qui vivent de leur travail dans les fabriques catalanes. Par suite de ces événements, le capitaine-général a publié un ordre du jour qui déclare que les personnes accusées du crime d'incendie, à quelque condition qu'elles appartiennent, seront livrées à une commission militaire pour être jugées sur-le-champ, et que la sentence sera mise à exécution dans les 24 heures. Toutefois, l'incendiaire convaincu pourra se soustraire à la peine de mort en dénonçant la personne qui l'aura excité, et celle-ci subira dans ce cas la peine due à son crime.

— Au milieu de toutes les préoccupations que reflètent les feuilles espagnoles, un rire jaillit quelquefois. Un journal de Madrid explique à ses lecteurs l'arrestation de cet ancien aide-de-camp de Zumalacareguay

auquel on prêtait le projet de se mettre à la tête d'une bande de révoltes et de parcourir les montagnes de Soria. Cet homme, assure-t-il, n'est pas dangereux; il ne sait ni lire ni écrire; et s'il a été dénoncé, c'est qu'il a compromis, non pas le repos de l'Espagne, mais celui d'un magistrat jaloux qui avait ses raisons pour l'éloigner de son domicile.

La Hollande vient d'adopter les canons, dits à la Patachans, pour l'armement de ses côtes, de sa flotte et de ses places; et, à cette occasion, M. le général Patkhans a reçu de S. M. le roi de Hollande la décoration de l'Ordre du Lion-Néerlandais. Il n'y a plus maintenant, soit en Europe, soit en Amérique, une seule puissance maritime qui ne fasse usage des bouches à feu inventées par cet officier-général.

Tribunaux.

Affaire Lacoste. — Mme Lacoste s'est constituée prisonnière le 4 juillet, à sept heures du matin. Son défenseur, M. A. Rousseau, l'a accompagnée à la prison. Dans la matinée, M. le président du tribunal d'Auch, faisant fonctions de président des assises, lui a fait subir un interrogatoire, qui a duré quatre heures. Mme Lacoste est très souffrante. On annonce que M. Lebe, procureur-général à Agen, viendra soutenir l'accusation.

Cette affaire promet de vives et profondes émotions d'audience. Déjà l'ancienne capitale des Ausé est trop petite pour contenir la foule de curieux qui accourent de toutes parts afin d'assister aux débats.

Voyages.

Le général Court dans le Pendjab. — On remarque les détails suivants dans les feuilles de Marseille, à l'occasion de la solennité baptismale dont nous parlions hier :

Le général Court est un de ces officiers français qui, après les événements de 1815, allèrent tenter la fortune en Orient, et que leur bonne étoile conduisit auprès de Randjet-Singh, le Mahadja de Lahore, homme de génie qui comprit tout d'abord le parti qu'il pouvait tirer de leurs connaissances spéciales.

Ces officiers organisèrent en effet, sur le modèle de l'armée française, les troupes auparavant irrégulières du Mahadja. La hiérarchie militaire, le drapeau, l'uniforme et même les commandements français furent conservés. Rien n'a plus surpris l'infortuné V. Jacquemont, en arrivant, en 1831, dans le Pendjab, que de voir les Sikhs marcher sous le drapeau tricolore et d'entendre leurs officiers commander les soldats en langue française.

Après vingt-cinq ans de travaux, de combats et de périls, le général est revenu dans sa patrie, avec sa famille, et son premier soin a été de faire embrasser la foi de ses pères à ses jeunes enfants et à la jeune

femme qu'il avait unie à son sort dans ces contrées lointaines. Le peu de personnes qui ont pu assister à la cérémonie religieuse ont été vivement émus par le spectacle d'une jeune étrangère renonçant à ses anciennes croyances religieuses et entrant dans le christianisme, avec la candeur naïve de l'innocence et l'ardente conviction de bien faire.

AU RÉDACTEUR.

Dans la séance de la chambre des députés du 2 juillet, M. Arago, pour prouver le danger des aliénations à longs termes des chemins de fer, a exposé les rapides progrès que font les moyens de locomotion sur ces voies, progrès qui tendent chaque jour à en modifier les frais d'exploitation.

A l'appui de cette opinion, qui est aussi la vôtre, comme celle de tous les gens sensés qui veulent sincèrement ménager les ressources du pays, permettez-moi d'ajouter qu'aux systèmes dont cet honorable député a fait une si lucide description, je vais avant peu en substituer un autre qui fera une complète révolution, non-seulement dans les moyens de locomotion, mais encore dans la navigation maritime et dans l'industrie.

Le nouveau moteur que j'ai inventé et déjà expérimenté ne demandera ni feu, ni eau, ni air libre, comprimé ou dilaté, il marche par les simples lois de la gravité; avec un poids relativement médiocre, on obtiendra des effets utiles aussi considérables qu'avec les plus puissantes machines à vapeur, et cela presque sans frais, puisqu'il ne faudra pas de combustible.

Je ferai connaître ce moteur lorsque le nouveau modèle que j'exécute en ce moment sera terminé et que je pourrai dire : Voyez et jugez ! ce sera avant peu.

Agnez, etc.

DULIEVRE,

3, rue Saint-Lazare, à Paris.

Spectacles du 8 juillet.

2 h. 1/2. OPÉRA. — Le Comte Ory, Lady Henriette.
4 h. 1/2. FRANÇAIS. — La Mère et la Fille, la Jeunesse de Henri V.
6 h. 1/2. OPÉRA-COMIQUE. — Le Déserteur, Fra Diavolo.
8 h. 1/2. VAUDEVILLE. — Fen mon Premier, Trop Heureux, un Mystère, le Client.
9 h. 1/2. GYMNASE. — Les Premières Amours, Philippe, les Fées de Paris, Malvina.
10 h. 1/2. VARIÉTÉS. — Les Sylphes, les Trois Polkas, les Anglais, Jacquot.
7 h. 1/2. PALAIS-ROYAL. — Les Baigneuses, Cravachon, les Ménestrels de la Virginie, la Part du Diable.
7 h. 1/2. PORT-SAINT-MARTIN. — 1844 et 1845, le Songe, la Cheminée de 1745.
8 h. 1/2. AMBIGU-COMIQUE. — Fabio, Jeanne.

Tribunal de Commerce de la Seine.

Assemblée de créanciers. — Du 8 juillet. — Roux, md de papiers peints;

synd., 11 h. 1/2. — Bouché et femme, md de bois; synd., 11 h. 1/2. — Deroy, tailleur; redd. de comptes, 11 h. 1/2. — Pourhomme, comm. en marchandises; redd. de comptes, 11 h. 1/2. — Dille Jacta, md de broderies; clôt. midi. — Legallion, f.b. de chaux; clôt. midi. — Dupuy, chapelier; clôt. midi. — Domoulin, ent. de maçonnerie; clôt. midi. — Dille Jacob, md de modes; clôt. midi. — Succession dame Lesnais-Cambard, md de nouveautés; conc., 1 h. 1/2. — Gravand, md de tulle; vérif., 2 h. — Richard, md de bois; synd., 2 h. — Roux-Durand, comm. en marchandises; clôt., 2 h.

L'un des propriétaires-gérants : DUJARIER.

Le roi et la reine, lors de leur dernière visite à l'exposition du palais de l'industrie, ont fixé leur attention particulière sur les nouvelles pièces artistiques de M. PAUL SIMON, dentiste breveté du roi, boulevard du Temple, 42, qui est enfin parvenu à poser des râteliers aux esquels on peut broyer les aliments les plus rebelles à la mastication, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune opération douloureuse. Le fini du travail est d'une telle perfection qu'on ne saurait reconnaître la moindre trace de dents artificielles. Des résultats si merveilleux dispensent de tout commentaire.

Il vient d'arriver au Havre, par le navire français le *Lafayette*, venant directement de Canton, une riche collection de vases en porcelaine anciens et modernes, des bronzes, des bambous découpés, etc. Cette collection, remarquable par la beauté et la rareté des objets qui la composent, sera publiquement exposée au Havre, à dater du 12 juillet courant, jusqu'au 15 du même mois, jour fixé pour la vente. Le catalogue se distribue à Paris, 28, rue Grange-Batelière, et chez M. Soupy, 10, rue de Provence; au Havre, à M. Ferrère et Morlot consignataires.

Cette collection est sans doute la plus complète qu'on ait possédée en Europe, et son mérite, fort recherché dans le pays même, ne peut manquer d'attirer la juste attention de tous ceux que leurs goûts, leurs études et leurs lumières portent vers l'art céramique.

On vient de publier, à la librairie de Jules Labitte, un volume appelé à obtenir un grand succès : c'est un résumé, classé par ordre de matières, des *Doctrines morales et politiques des Jésuites*. Ce livre, extrait et textuellement traduit des écrits de la compagnie, est à la fois le document le plus curieux et le plus authentique qui ait été publié à l'occasion des querelles religieuses de notre temps. C'est l'appendice indispensable des *Provinciales* de Pascal.

On demande à acheter deux petites maisons de campagne, avec jardin, du prix de 6, 10 ou 15,000 fr. S'adresser à M. Norbert-Estibal, rue Vivienne, 53.

DOCTRINES MORALES et POLITIQUES, APHORISMES ET CAS DE CONSCIENCE DES JÉSUITES. GRÉGOIRE VII, SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE, SAINT-THOMAS D'AQUIN.

Par E.-J. DELECLUSE. — 3 vol. in-8. — Prix : 15 fr.

SOUS PRESSE, pour paraître le 15 juillet : VOYAGE EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE. ÉTUDES SUR BEETHOVEN, GLUCK et WEBER, par HECTOR BERLIOZ. — 2 beaux volumes in-8. PROMENADE AU MAROC, par CH. DIDIER. — Un beau volume in-8. (7310)

171, Rue Montmartre.

SOCIÉTÉ ŒNOPHILE.

Rue de l'Odéon, 30.

Avis aux Personnes qui habitent la Campagne, ou à celles qui y vont pendant l'été.

A la campagne et à Paris, il est difficile de se procurer de bons vins lorsque l'on a du monde à dîner. L'administration de la Société Œnophile, pour répondre aux nombreuses demandes qui lui ont été adressées, vient de faire confectionner des paniers de 6 et 12 bouteilles, comprenant les cinq à six sortes de vins qui doivent figurer dans un repas.

Panier de 6 bouteilles.	Panier de 12 bouteilles.
Après le potage. Madère. 1 B ^{te}	Madère. 1 B ^{te}
Entremets. Beaune. 2 »	Beaune. 4 »
Rôt. Bordeaux-Médoc. 1 »	Bordeaux-Médoc. 3 »
. Chambertin. 1 »	Chambertin. 2 »
Dessert. Champagne. 1 »	Champagne. 2 »

Tous ces vins, très-vieux de bouteilles, sortent des meilleurs crus et supportent très-bien la comparaison avec ceux payés 4 et 5 fr. chez les meilleurs restaurateurs.

Prix	Pour 6 B ^{tes}	Pour 12 B ^{tes}	Province:
francs de port et d'emballage.	12 »	30 »	15 fr. 18 fr. 34 »

S'adresser rue Montmartre, 171, ou rue de l'Odéon, 30, soit directement, soit en un mandat sur Paris ou un bon de poste.

Chez B. DUSILLION, Éditeur, rue du Coq-Saint-Honoré, 13, au deuxième.

SEUL ATLAS DES DÉPARTEMENTS ADOPTÉ PAR LE CONSEIL ROYAL DE L'UNIVERSITÉ.

GRAND ATLAS DE FRANCE.

dressé par DONNET et FRÉMIN, 89 cartes en feuilles de près d'un mètre. Prix : en feuilles, 89 fr.; cart., 95 fr.; rel., 100 fr.

Chaque Département se vend séparément 1 fr. 50 c., et franco par la poste, 1 fr. 60 c.

Cet Atlas contient les 86 départements et une Carte de France, une Carte de l'Algérie et celle des Colonies françaises.

ATLAS UNIVERSEL APPROUVÉ DE GÉOGRAPHIE ANCIENNE ET MODERNE.

50 Cartes de MONIX et FRÉMIN, avec un PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE par BOURDON, 1 vol. gr. in-4; rel. 8 fr.

Atlas de Géographie ancienne. — Atlas d'Asie et d'Afrique. — Atlas d'Amérique et d'Océanie. — Atlas des États d'Europe. — Atlas de Sardaigne. — Atlas de Hollande.

Chacun de ces six Atlas élémentaires est composé de 12 Cartes in-4 coloriées au pinceau. — 2 fr. et 2 fr. 50 franco par la poste.

ATLAS DE GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE, comprenant 12 cartes, rel. 15 fr.

Cet Atlas, indispensable aux Ecoles, se compose des Cartes suivantes, qui se vendent aussi séparément :

MAPPEMONDE. — EUROPE. — ASIE ET SES DIVISIONS. — AFRIQUE. — AMÉRIQUE. — OCÉANIE. — FRANCE, SUISSE, ÉTATS SARDES, BELGIQUE, ALGÈRE, COLONIES DE LA FRANCE, PLAN DE PARIS.

PARIS. — ENVIRONS DE PARIS AVEC FORTIFICATIONS. — ITALIE ET SUISSE. — ALLEMAGNE.

Toutes les Cartes sont imprimées sur format colombier de près d'un mètre, coloriées au pinceau, à 4 fr. 50 c. et franco par la poste, 4 fr. 60 c. — Les libraires, maîtres de pension, les collèges et les commissionnaires jouissent des remises d'usage.

VENTES IMMOBILIÈRES.

Biens situés à Paris.

1^{re} Etude de M. EUGÈNE BASCOU, avoué, à Paris, rue Vide-Gousset, 4, place des Victoires.

Adjudication en l'audience des criées de la Seine.

d'une belle Maison,

Sise à Paris, rue Montfaucon, 1, et rue du Four-Saint-Germain, 1.

Le samedi 27 juillet 1844.

Produit brut, 5,440 fr.

Produit net, 7,940 fr.

Mise à prix : 110,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1^{er} Audit M. BASCOU, avoué poursuivant, dépositaire de titres de propriété, 29 A M. Bédouin, avoué sollicitant, rue de la Cordierie, St-Honoré, 2.

2^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

3^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

4^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

5^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

6^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

7^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

8^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

9^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

10^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

11^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

12^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

13^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

14^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

15^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

16^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

17^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

18^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

19^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

20^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

21^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

22^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

23^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

24^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

25^o Et M. Maillard, notaire, rue Saint-Marc-Feytaud, 14.

Sur la mise à prix de 20,000 fr.

2^o Et d'une MAISON,

sise à Paris, rue Thibautodé, 12.

Sur la mise à prix de 120,000 fr.

3^o d'une autre MAISON

sise à Paris, rue Thibautodé, 16.

Sur la mise à prix de 120,000 fr.

L'adjudication aura lieu le samedi 20 juillet 1844.

S'adresser pour les renseignements :

1^{er} A M. COMARTIN aîné, avoué poursuivant la vente, demeurant à Paris, rue des Pyramides, 8.

2^o A M. Moulinneuf, avoué présent à la vente, rue Montmartre, 32. (2080)

Biens situés dans les départements.

1^{re} Etude de M. YVES, notaire, rue des Moulins, 31.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M. Yver, l'un d'eux, le mardi 23 juillet 1844, heure de midi, de la

ferme de Rouvres

située commune de Vigneux, arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise), consistant en deux bâtiments d'exploitation et d'habitation, en bon état, et en 115 hectares de terre en 3 pièces séparées seulement par des chemins, et dans l'une desquelles est placé le corps de ferme.

Elle est louée par bail authentique 12,000 fr. nets d'impôts.

Mise à prix : 300,000 fr.

S'adresser pour voir la propriété, au fermier;

Et pour les renseignements, à M. YVES, notaire à Paris, rue des Moulins, 31. (2085)

2^o Etude de M. GLANDAZ, avoué à Paris, rue Nve-des-Petits-Champs, 87.

Vente sur licitation, et par suite de baisse de mise à prix, en l'audience des criées du tribunal civil de première instance de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, le samedi, 20 juillet 1844, une heure de relevée.

En un seul lot.

1^o D'une Maison,

située à Montmorency, aux lieux dits

Clairveaux et Venise, sur la route de Paris dite Pavé Neuf, ayant l'entrée et la façade sur le pavé neuf, contenant, avec les dépendances, environ 17 ares.

2^o D'un Terrain

de la contenance de 2 ares 30 cent., situé aux mêmes lieux.

Mise à prix, 15,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1^{er} A M. GLANDAZ, avoué, demeurant à Paris, rue Nve-des-Petits-Champs, 87.

2^o A M. Potier, notaire, à Vanvres; 3^o A M. Maillard, notaire, à Bondy, 24, à Paris;

4^o A M. François, jardinier de M. Peigné, à Montmorency. (2081)

3^o A VENDRE.

LE DOMAINE DE COURLABON,

sur la route de Paris à Reims, à deux myriamètres de cette dernière ville, contenant 235 hectares presque d'un seul tenant, d'un revenu net de 13,500 fr. — Chasse et pêche magnifiques. S'adresser à M. BRULÉ, notaire, à Fismes (Marne). (2081)

4^o Etude de M. JARAIN, avoué, à Paris, rue de Choiseul, 2.

Adjudication, en l'audience des criées du tribunal de première instance de la Seine, en deux lots.

1^{er} Lot de 25 ares 50 centiares.

2^o Lot de 25 ares 50 centiares.

3^o Lot de 25 ares 50 centiares.

4^o Lot de 25 ares 50 centiares.

5^o Lot de 25 ares 50 centiares.

6^o Lot de 25 ares 50 centiares.

7^o Lot de 25 ares 50 centiares.

8^o Lot de 25 ares 50 centiares.

9^o Lot de 25 ares 50 centiares.

10^o Lot de 25 ares 50 centiares.

11^o Lot de 25 ares 50 centiares.

12^o Lot de 25 ares 50 centiares.

13^o Lot de 25 ares 50 centiares.

14^o Lot de 25 ares 50 centiares.

15^o Lot de 25 ares 50 centiares.

16^o Lot de 25 ares 50 centiares.

17^o Lot de 25 ares 50 centiares.

18^o Lot de 25 ares 50 centiares.

19^o Lot de 25 ares 50 centiares.

20^o Lot de 25 ares 50 centiares.

21^o Lot de 25 ares 50 centiares.

22^o Lot de 25 ares 50 centiares.

23^o Lot de 25 ares 50 centiares.

DES VERRERIES D'EPINAC.

Concours pour le nom d'Anclenne et Nouvelle Verrerie, situées à Epinac, canton du même nom, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire).

Adjudication le samedi 20 juillet 1844.

à Autun, à l'audience des criées du tribunal civil de première instance.

La vente aura lieu en deux lots séparés, qui seront réunis après les adjudications partielles, pour être vendus en bloc.

Le premier, composé de l'ancienne verrerie et consistant en halle à deux fours, vastes bâtiments, machine à vapeur et mobilier industriel, sera mis en vente sur la mise à prix de 28,000 fr.

Le second lot, composé de la nouvelle verrerie et consistant en vaste halle, comprenant deux fours de fusion, fourneaux à cuire, vastes magasins, 3 hectares 42 ares 61 centiares de terre labourable, four à chaux et mobilier industriel, sera mis en vente sur la mise à prix de 20,000 fr.

Pour les renseignements, s'adresser à M. DOLIVOT, avoué poursuivant, dépositaire d'une copie du cahier des charges. (2087)

3^o A vendre, en l'étude de M. GODEFROY, notaire, au Mans. (2087)

LA BELLE TERRE

DU GROS CHENAY.

située commune de Filly-Guédard, à 16 kilomètres du Mans, sur le bord de la route royale de Paris à Nantes.

Cette terre, d'une contenance totale de 547 hectares, se compose d'un beau château à 4 tourelles, réserves, 7 meuneries, 6 boudages, 2 moulins à eau, maisons et pièces de terre détachées.

Elle convient à un riche propriétaire ou à des spéculateurs, qui pourraient facilement la diviser.

Prix demandé : 220,000 fr.

S'adresser, au Mans, audit M. GODEFROY, notaire, chargé de tous pouvoirs. (2087)

4^o A vendre par adjudication, en l'étude et par le ministère de M. FETEAU GRANDCOEUR, notaire, à Orléans, rue Bannier, 56, le samedi 20 juillet 1844.

LA TERRE DE LINTRE,

sise commune de Châteauneuf-sur-Loire, sur la route d'Orléans à Montargis, à laquelle elle communique par une belle avenue.

Cette propriété, d'un seul tenant, située à 26 kilomètres d'Orléans et à 4 kilomètres de Châteauneuf, consiste en une habitation de maître, jardins anglais, potager, 11 fruitiers, maisons de garde et jardinier, deux fermes, étang et bois taillis, d'une contenance totale de 281 hectares 43 ares 86 centiares.

La chasse est abondante et variée.

S'adresser, pour la visiter, sur les lieux, et pour traiter, à M. FETEAU GRANDCOEUR, notaire, à Orléans. (2088)

Etude de M. HENNET, notaire, rue Richelieu, 47 bis, à Paris.

Adjudication, le jeudi 11 juillet 1844, heure de midi, en l'étude et par le ministère de M. HENNET, notaire, à Paris, rue Richelieu, 47 bis, de M. Hennot,